

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2019



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -113,930 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2019 s'élève à -113,930 Md€ contre -117,898 Md€ à fin novembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,968 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 3,830 Md€, une hausse des recettes nettes de 5,255 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,545 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 308,660 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,159 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,891 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,915 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,189 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,770 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,715 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,597 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,689 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,017 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2019 s'élèvent à 308,660 Md€ contre 304,830 Md€ à fin novembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,830 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 3,636 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse des versements au titre de la prime d'activité pour 3,377 Md€), des dépenses de personnel pour 1,721 Md€ (hausse prévue en LFI 2019) et des dépenses d'investissement pour 0,602 Md€

► **Mission Sécurités** : 1,686 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,904 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,718 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,396 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,869 Md€) et du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,463 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durable** : 1,004 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

(notamment au titre de la mission « Défense »).

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-1,292 Md€, écart lié à un abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » moindre qu'en 2018 suite à une baisse du montant des intérêts des OAT à taux fixes) et des dépenses de fonctionnement (-0,840 Md€, écart lié notamment à la mission « Investissement d'avenir »).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 198,944 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 12,149 Md€ ;

► **IR net** : 7,830 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,299 Md€, dont 1,127 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,487 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,605 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,446 Md€, dont 0,617 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -0,653 Md€ ;

► **IS net** : -1,516 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 2,003 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,986 Md€, principalement la DGF (-2,037 Md€) et le FCTVA (-1,027 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 240,358 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin novembre 2019 s'élèvent à 240,358 Md€ contre 236,246 Md€ à fin novembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,112 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes de TVA nette pour 6,193 Md€ et d'IS net pour 2,845 Md€.

Ces hausses sont partiellement compensées par une

baisse des recettes d'IR net de 5,367 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier infra-annuel d'encaissement des recettes et de versement des R&D. La hausse des R&D d'IR s'élève à 9,974 Md€ (dont des crédits et réductions d'impôt intervenus mi-janvier et le Crédit d'impôt pour la modernisation du recouvrement (CIMR), intervenu courant juillet).

Recettes non fiscales : 10,434 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2019 s'élèvent à 10,434 Md€ contre 8,993 Md€ à fin novembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,441 Md€) s'explique principalement par les produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières en hausse de

0,838 Md€ en raison de l'augmentation du montant du dividende de la Banque de France de 0,947 Md€, ainsi que par une hausse de 0,461 Md€ des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites suite à l'amende versée par une entreprise de service internet.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -57,446 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin novembre 2019 s'élèvent à -57,446 Md€ contre -55,630 Md€ à fin novembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,816 Md€) s'explique

essentiellement par une hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,660 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

Fonds de concours : 5,597 Md€

Les fonds de concours à fin novembre 2019 s'élèvent à 5,597 Md€ contre 4,080 Md€ à fin novembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,517 Md€) s'explique essentiellement par la hausse du fonds de concours « Travail, relations sociales et solidarité ».

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,213 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,931 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 12,397 Md€ (dont 6,099 Md€ au titre de la TH, essentiellement en raison du solde au 15 novembre, et 4,485 Md€ de CVAE, essentiellement au titre du dégrèvement barémique) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,531 Md€ (essentiellement les intérêts des OAT à taux fixe) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin novembre 2019 s'élève à -4,213 Md€ contre -6,758 Md€ à fin novembre 2018.

Cette évolution (+2,545 Md€) s'explique principalement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers pour 1,351 Md€ (principalement le solde du compte « Prêts à des Etats étrangers » pour 0,568 Md€, le solde du compte

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,560 Md€ (essentiellement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) ;

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des recettes pour 0,559 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance de contribution à l'audiovisuel public au 15 novembre).

« Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » pour 0,491 Md€ et le solde du compte « Avances à l'audiovisuel public » pour 0,456 Md€) et des comptes d'affectation spéciale de 0,927 Md€ (essentiellement le solde du compte « Participations financières de l'Etat » pour 0,790 Md€, en raison du versement d'une dotation de 1,600 Md€ à l'Epic Bpifrance en 2018).

Dette financière de l'Etat au 30 novembre : 1 831,214 Md€

La dette financière est en augmentation de 67,797 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 68,030 Md€).



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page	
	Novembre	2019	2018 retraité		2018 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-6 254	-113 930	-117 898	-95 641	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	20 826	308 660	304 830	305 453	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	13 574	198 944	193 689	216 570	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 830	64 694	70 061	70 061	
- IS *	-1 516	15 214	12 369	12 369	
- TVA	12 149	118 634	112 441	141 945	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	997	-4 213	-6 758	-6 758	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-26	130 567			16
Dettes financières de l'Etat	-5 546	1 831 214			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 910	120 372	118 651	118 669
Dépenses de fonctionnement	4 103	50 003	50 843	51 118
Charges de la dette de l'Etat	19	38 881	40 173	40 173
Dépenses d'investissement	997	11 219	10 617	10 617
Dépenses d'intervention	4 670	85 869	82 233	82 565
Dépenses d'opérations financières	127	1 325	1 320	1 320
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	20 826	308 660	304 830	305 453
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	17 409	240 358	236 246	258 478
Recettes non fiscales	555	10 434	8 993	9 655
Prélèvements sur recettes	-4 639	-57 446	-55 630	-55 644
Fonds de concours	249	5 597	4 080	4 080
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	13 574	198 944	193 689	216 570
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	18 213	256 390	249 320	272 214
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 251	-109 717	-111 140	-88 884
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-818	3 005	2 078	2 078
Solde des comptes de concours financiers	3 420	-6 449	-7 800	-7 800
Solde des comptes de commerce	-1 595	-867	-1 098	-1 098
Solde des comptes d'opérations monétaires	-10	38	1 881	1 881
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	997	-4 213	-6 758	-6 758
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-6 254	-113 930	-117 898	-95 641



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 910	120 372	118 651	118 669
Rémunérations d'activité	6 401	69 089	68 019	68 027
Cotisations et contributions sociales	4 453	50 607	49 959	49 969
Prestations sociales et allocations diverses	56	676	673	673
AUTRES TITRES	9 916	188 289	186 178	186 784
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 103	50 003	50 843	51 118
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 011	21 438	22 159	22 688
Subventions pour charges de service public	2 092	28 566	28 684	28 429
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	19	38 881	40 173	40 173
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	19	38 881	40 173	40 173
Titre 5 - Dépenses d'investissement	997	11 219	10 617	10 617
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	725	8 604	8 165	8 165
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	271	2 615	2 452	2 452
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 670	85 869	82 233	82 565
Transferts aux ménages	1 204	45 426	41 537	41 577
Transferts aux entreprises	1 293	13 509	13 598	13 870
Transferts aux collectivités territoriales	881	7 749	7 452	7 352
Transferts aux autres collectivités	1 281	19 144	19 624	19 745
Appels en garantie	10	42	22	22
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	127	1 325	1 320	1 320
Prêts et avances	4	188	70	70
Dotations en fonds propres	121	568	698	698
Dépenses de participations financières	2	568	552	552
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 826	308 660	304 830	305 453



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2019		Cumul à fin novembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	100	4	146	30	3
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	83	2	91	7	1
Fonds pour la transformation de l'action publique	16	1	48	19	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat ⁽¹⁾	0	1	7	4	2
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	165	225	2 691	2 582	2 701
Action de la France en Europe et dans le monde	125	131	1 655	1 577	1 686
Diplomatie culturelle et d'influence	15	67	680	669	679
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	23	340	325	336
Présidence française du G7	1	4	16	11	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	239	248	2 515	2 504	2 548
Administration territoriale	158	163	1 539	1 513	1 531
Vie politique, culturelle et associative	5	7	151	150	170
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	76	78	825	841	847
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	332	295	2 724	2 606	2 646
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	226	192	1 677	1 576	1 585
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	50	46	485	471	494
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	57	562	560	567
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	-51	303	3 500	2 524	2 722
Aide économique et financière au développement	-146	51	769	766	917
Solidarité à l'égard des pays en développement	96	252	2 732	1 758	1 805
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	254	40	2 144	1 848	1 991
Liens entre la Nation et son armée	3	4	33	30	41
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	251	35	2 012	1 719	1 858
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	99	99	91
COHESION DES TERRITOIRES	308	341	15 897	15 885	16 705
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	146	164	1 768	1 663	1 659
Aide à l'accès au logement	0	2	13 037	13 037	13 922
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	78	81	472	527	523
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	26	30	149	194	198
Interventions territoriales de l'Etat	3	4	28	43	50
Politique de la ville	54	60	443	422	353
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	64	63	629	617	600
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	43	43	372	374	360
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	20	213	200	197
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	8
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	8
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	230	506	2 828	2 656	2 644
Patrimoines	92	249	969	834	836
Création	35	110	760	737	740
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	104	148	1 099	1 086	1 069
DEFENSE	4 389	3 189	44 345	40 874	39 897
Environnement et prospective de la politique de défense	183	106	1 234	1 368	1 339
Préparation et emploi des forces	1 435	715	12 069	8 183	8 098
Soutien de la politique de la défense	1 738	1 770	21 135	21 194	20 996
Equiperment des forces	1 034	597	9 906	10 129	9 464
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	119	125	1 179	1 118	1 091
Coordination du travail gouvernemental	57	64	562	562	523
Protection des droits et libertés	8	6	89	85	85
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	54	55	529	471	483



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2019		Cumul à fin novembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	925	1 004	14 020	12 956	12 025
Infrastructures et services de transports	389	365	4 974	4 647	4 623
Affaires maritimes	24	12	164	139	114
Paysages, eau et biodiversité	24	15	158	132	134
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie ⁽²⁾	42	43	506	504	503
Prévention des risques	79	82	793	781	772
Energie, climat et après-mines	72	73	1 092	1 087	524
Service public de l'énergie	62	174	3 607	2 919	2 593
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	233	240	2 725	2 748	2 762
ECONOMIE	148	142	1 640	1 597	1 619
Développement des entreprises et régulations	98	92	830	798	826
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	35	408	405	404
Stratégie économique et fiscale	15	15	402	394	390
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	36	55	39 031	39 202	40 636
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	19	19	38 881	38 881	40 173
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	17	10	77	70	41
Epargne	1	26	73	73	91
Majoration de rentes ⁽³⁾	0	0	0	0	142
Dotation du Mécanisme européen de stabilité ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	178	190
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 235	6 159	66 826	66 621	65 658
Enseignement scolaire public du premier degré	1 913	1 915	20 660	20 657	20 159
Enseignement scolaire public du second degré	2 888	2 891	30 388	30 381	30 119
Vie de l'élève	475	439	5 333	5 274	5 096
Enseignement privé du premier et du second degrés	601	593	6 981	6 971	6 952
Soutien de la politique de l'éducation nationale	221	204	2 119	2 031	2 038
Enseignement technique agricole	136	116	1 345	1 307	1 294
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	834	865	9 570	9 386	9 477
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	649	649	7 102	7 008	7 066
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	60	66	838	793	846
Facilitation et sécurisation des échanges	118	126	1 430	1 403	1 381
Fonction publique	7	23	201	183	184
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	240	221	1 729	1 544	1 429
Immigration et asile	158	130	1 349	1 178	1 144
Intégration et accès à la nationalité française	82	91	380	366	285
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	-642	110	-642	1 050	1 070
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-10	40	-10	213	143
Valorisation de la recherche	-142	30	-142	433	217
Accélération de la modernisation des entreprises	-490	40	-490	404	710
JUSTICE	931	777	8 175	8 035	7 776
Justice judiciaire	339	304	3 255	3 155	3 150
Administration pénitentiaire	489	326	3 237	3 267	3 102
Protection judiciaire de la jeunesse	69	77	804	757	738
Accès au droit et à la justice	9	8	447	445	419
Conduite et pilotage de la politique de la justice	24	62	427	407	362
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	28	44	496	517	530
Presse et médias	17	20	222	225	244
Livre et industries culturelles	11	24	274	292	286
OUTRE-MER	69	305	2 321	2 170	2 177
Emploi outre-mer	-58	225	1 670	1 646	1 584
Conditions de vie outre-mer	128	79	650	524	593



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2019		Cumul à fin novembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	992
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 232	1 689	27 522	27 297	26 966
Formations supérieures et recherche universitaire	122	139	13 384	13 391	13 302
Vie étudiante	180	174	2 616	2 427	2 386
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	688	1 017	6 734	6 818	6 668
Recherche spatiale	43	133	1 811	1 763	1 598
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	111	14	1 706	1 620	1 671
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	104	148	719	743	753
Recherche duale (civile et militaire)	-50	0	122	116	166
Recherche culturelle et culture scientifique	1	35	109	108	109
Enseignement supérieur et recherche agricoles	32	29	321	310	312
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	382	38	6 137	5 694	6 173
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	226	26	4 025	3 738	4 096
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	68	0	816	748	756
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	88	13	1 296	1 208	1 322
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	344	301	3 594	3 144	3 303
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	345	293	3 432	2 955	3 069
Concours spécifiques et administration	-1	8	163	189	234
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	13 188	13 208	131 796	131 765	118 702
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 115	7 134	112 588	112 557	102 772
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	6 074	6 074	19 208	19 207	15 929
SANTE	6	236	1 310	1 309	1 262
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	62	396	395	399
Protection maladie	1	174	914	914	863
SECURITES	1 814	1 686	19 446	18 676	18 136
Police nationale	935	904	10 064	9 929	9 618
Gendarmerie nationale	837	718	8 914	8 217	8 015
Sécurité et éducation routières	4	6	40	35	33
Sécurité civile	39	59	427	495	470
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	191	395	22 682	22 512	18 591
Inclusion sociale et protection des personnes	105	93	9 732	9 617	6 216
Handicap et dépendance	6	127	11 570	11 509	10 954
Egalité entre les femmes et les hommes	4	4	27	26	26
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	170	1 354	1 360	1 395
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	30	65	1 115	918	838
Sport	21	49	290	281	306
Jeunesse et vie associative	8	16	594	592	485
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	46	47
TRAVAIL ET EMPLOI	489	1 396	12 429	11 798	12 618
Accès et retour à l'emploi	396	463	5 831	5 829	6 483
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	29	869	5 930	5 285	5 438
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	1	44	72	71
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	62	624	613	626
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	32 630	34 034	448 786	440 425	423 531
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	19 442	20 826	316 990	308 660	304 830

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019

(3) Suppression en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 995	80 428	75 821	75 821
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	228	4 127	4 269	4 269
Impôt sur les sociétés (C)	499	49 771	48 111	48 111
Impôt sur les sociétés	487	48 698	47 104	47 104
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	11	1 073	1 007	1 007
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 446	18 747	17 940	10 737
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	76	957	821	821
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	220	4 545	4 209	4 209
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1
Impôt sur la fortune immobilière	205	2 030	1 843	1 843
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	146	133	133
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	18	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	4	29	18	18
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	30	24	24
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	100	74	74
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	196	197	197
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	3	3	3
Prélèvements de solidarité	617	9 964	9 617	2 662
Taxe sur les services numériques	233	233	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	4	4
Recettes diverses	81	494	994	746
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 605	11 264	11 830	11 969
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 545	173 719	163 662	193 166
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 299	34 068	33 315	33 107
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	42	521	578	578
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	160	149	149
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	3	15	12	12



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	210	2 596	2 146	2 146
Mutations à titre gratuit par décès	917	10 947	12 039	12 039
Contribution de sécurité immobilière	62	711	670	670
Autres conventions et actes civils	36	392	453	453
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	43	489	450	450
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	10	203	108	199
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	13	155	180	180
Timbre unique	50	368	316	316
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	487	9 857	9 550	9 550
Autres droits et recettes accessoires	0	4	20	20
Amendes et confiscations	3	44	36	36
Taxe générale sur les activités polluantes	11	1 768	650	650
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	181	178	178
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	46	44	44
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	48	48	48
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	182	2 042	1 959	1 959
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	80	772	720	720
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	36	379	388	388
Prélèvement sur les paris sportifs	57	495	411	411
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	6	59	57	57
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	-28	786	1 105	858
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	57	405	418	366
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	30 617	372 123	354 948	377 180
TOTAL GENERAL (net de R&D)	17 409	240 358	236 246	258 478



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	17	4 934	4 540	4 540
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 531	2 693	2 693
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	483	483
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	17	1 386	1 331	1 331
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	32	32
Produits du domaine de l'Etat (B)	33	700	514	1 323
Revenus du domaine public non militaire	8	137	167	167
Autres revenus du domaine public	1	5	8	8
Revenus du domaine privé	5	274	51	51
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	23	194	187	187
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	89	90	898
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	-4	1	11	11
Produits de la vente de biens et services (C)	175	1 526	1 239	1 092
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	38	343	321	321
Autres frais d'assiette et de recouvrement	70	873	849	702
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	39	38	38
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	66	270	28	28
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	12	359	400	400
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	3	65	69	69
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	5	4	4
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	8	11	11
Intérêts des autres prêts et avances	0	38	40	40
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	173	185	185
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	63	83	83



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	57	1 412	951	951
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	211	176	176
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	121	40	40
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	4	11	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	49	1 002	662	662
Frais de poursuite	1	11	9	9
Frais de justice et d'instance	1	9	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
Divers (F)	263	1 503	1 350	1 350
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	206	239	239
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	209	215	215
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	8	10	10
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	6	6
Récupération d'indus	2	115	22	22
Recouvrements après admission en non-valeur	10	111	119	119
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	7	33	39	39
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	29	24	24
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	2	2
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	28	299	259	259
Produits divers	0	20	206	206
Autres produits divers	185	416	189	189
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	555	10 434	8 993	9 655



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 986	-37 309	-37 153	-37 167
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2 037	-24 926	-24 923	-24 937
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-5	-6	-6
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	-26	-20	-20
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 027	-4 839	-4 828	-4 828
Dotations élus locaux	-128	-2 270	-1 984	-1 984
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-65	-65	-65
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-27	-60	-56	-56
Dotations départementales d'équipement des collèges	-464	-464	-485	-485
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	-326	-322	-322
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-3	-3
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-242	-2 737	-2 805	-2 805
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-26	-450	-489	-489
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	-3	-3	-3
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-9	-98	-91	-91
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-7	-7	-7	-7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-16	-278	-320	-320
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-91	-87	-87
0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne				
	-653	-20 137	-18 477	-18 477
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES				
	-4 639	-57 446	-55 630	-55 644
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	227	5 319	3 834	3 834
Fonds de concours - coopération internationale	21	278	246	246
TOTAL FONDS DE CONCOURS				
	249	5 597	4 080	4 080



unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 163	5 345	64 227	66 770	67 232	68 848	3 005	2 078
Aides à l'acquisition de véhicules propres	44	41	304	428	451	554	147	126
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	48	135	771	874	1 479	1 474	708	600
Développement agricole et rural	12	5	127	130	140	133	14	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	70	32	327	301	348	345	22	45
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	13	1 385	1 390	1 730	1 685	346	295
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	35	27	280	319	691	343	411	24
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	212	0	117	148	-95	148
Participations financières de l'Etat	37	114	671	3 487	515	2 541	-156	-946
Pensions	5 114	4 771	53 638	53 145	54 679	54 385	1 042	1 240
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	242	0	331	430	359	649	29	219
Transition énergétique	560	208	6 183	6 265	6 722	6 590	539	325
Comptes de concours financiers	9 567	12 987	108 019	112 620	101 570	104 821	-6 449	-7 800
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	308	21	6 373	13 189	1 063	7 387	-5 311	-5 802
Avances à l'audiovisuel public	322	559	3 538	3 570	3 007	2 583	-531	-987
Avances aux collectivités territoriales	8 931	12 397	97 388	94 816	97 192	94 494	-196	-322
Prêts à des Etats étrangers	4	10	413	994	308	321	-105	-673
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	0	307	52	1	36	-306	-16
Comptes de commerce	2 058	464	45 030	46 096	44 163	44 998	-867	-1 098
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	79	15	689	596	618	610	-71	14
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	15	158	154	156	152	-2	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	231	231	1 170	1 103	1 170	1 103	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	108	51	589	572	622	508	32	-64
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 531	105	41 944	43 261	40 544	41 899	-1 400	-1 362
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ⁽¹⁾	0	0	1	6	9	10	8	4
Opérations commerciales des domaines	3	5	44	41	76	65	32	24
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	5	24	24	24	22	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	88	37	410	340	945	630	535	290
Comptes d'opérations monétaires	263	254	1 751	865	1 789	2 746	38	1 881
Emission des monnaies métalliques	16	6	112	154	212	209	100	56
Opérations avec le Fonds Monétaire International	247	247	1 629	702	1 571	2 521	-58	1 820
Pertes et bénéfices de change	0	0	10	10	6	16	-4	6
TOTAL COMPTES SPECIAUX	18 052	19 050	219 027	226 351	214 755	221 413	-4 272	-4 938
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 805	18 802	217 398	225 649	213 184	218 891	-4 213	-6 758

(1) Changement de libellé en LFI 2019



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	367	-28	339
		Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	418	13	431
		Total organismes à caractère financier	796	-16	779
		Régions	2 502	1 210	3 712
		Départements	7 206	66	7 272
		Communes	25 649	-862	24 787
		HLM	310	-61	249
		Autres	25 278	-508	24 770
		Total CEPL	60 944	-155	60 789
		Etablissements publics de santé	5 179	253	5 432
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	3 454	15 340
		Etablissements publics nationaux	5 462	1 394	6 857
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	1 775	5 390
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	495	1 813
		Total établissements publics nationaux	22 282	7 119	29 400
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	1 021	13 383
		Union européenne	2 143	4 090	6 233
		Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	9 788	764	10 552
		Fonds et Fondations	52	4	56
		GIP	777	173	950
		EPLE	2 523	450	2 973
	Autres correspondants	9 788	764	10 552	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	1 344	14 531	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	13 656	130 548	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-2	20	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	22	-2	20	
Total Passif (A)		116 914	13 654	130 568	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		116 913	13 654	130 567	



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	68 008	1 824 428
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	68 030	1 711 550
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	68 030	1 711 550
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	62 952	1 486 850
- <i>taux variable</i>	194 761	5 503	200 264
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	-22	112 878
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-22	112 878
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	-212	6 786
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	67 797	1 831 214



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.